



A Montreuil, Le 17 avril 2026

Quand ENGIE s'assoit à la table de l'extrême droite :

Extrême droite et grands patrons : l'alliance qui se prépare dans l'ombre

Le 7 avril 2026, Marine Le Pen dîne avec Bernard Arnault, avec les dirigeants de Total, d'ENGIE, de Renault... la crème du CAC 40 ! et la presse s'en fait écho dans une stratégie de communication bien orchestrée.

Ce dîner n'est pas anecdotique : il est organisé, discret, sans contrôle, pour parler économie et stratégie. Il détruit une des dernières digues de la banalisation de l'extrême droite en France en incluant désormais le Rassemblement national dans les cercles du pouvoir économique.

Deux jours plus tard, le grand argentier des syndicats patronaux alias le Medef invite le président du RN pour parler d'économie. Patrick Martin, comme ses prédécesseurs, ayant déjà une très faible opinion du social et des travailleurs, nous laisse penser que des jours encore plus sombres que ceux que nous vivons, nous attendent. Main dans la main, extrême droite et syndicats patronaux s'unissent pour remplir leurs caisses et servir leurs intérêts mutuels toujours au détriment des salariés.

Ceux qui dirigent l'économie aujourd'hui préparent déjà l'avenir avec ceux qui prétendent renverser le système. En clair, le capital s'assure que, quel que soit le résultat, quel que soit le parti politique, quelles que soient ses idées, ses intérêts seront protégés !

ENGIE a indiqué à l'AFP qu'il était « normal » de voir « tous les représentants de partis en vue des prochaines échéances », sans confirmer officiellement la présence de sa directrice générale, Catherine MacGregor. Qu'il s'agisse de sa participation directe ou d'une représentation politique assumée par le groupe, le signal envoyé aux salariés reste du même ordre. Sous couvert d'échange institutionnel, c'est bien la normalisation de l'extrême droite qui se joue.

Disons-le d'entrée ! A l'issue de ce communiqué, certains nous opposeront que la CGT "fait de la politique". A ceux-là, nous répondons sans détour que combattre les idées d'extrême droite n'est pas un acte partisan, c'est un acte syndical. Le code du travail définit la mission des syndicats comme la défense des droits et des intérêts matériels et moraux, collectifs et individuels, des travailleurs. La CGT rappelle d'ailleurs qu'être indépendante des partis n'a jamais signifié se taire face aux choix politiques qui frappent directement le monde du travail. Quand des décisions prises dans les institutions pèsent sur les salaires, l'emploi, les retraites, l'assurance chômage, les libertés syndicales ou les services publics, elles concernent pleinement l'action syndicale.

Voilà pourquoi la CGT combat les idées d'extrême droite. Parce qu'elles divisent les salariés au lieu de les rassembler. Parce qu'elles détournent la colère sociale loin de ses véritables responsables. Parce qu'elles cherchent toujours des boucs émissaires plutôt que de s'attaquer aux logiques de domination économique. Et parce qu'un syndicat digne de ce nom défend l'unité du salariat, pas sa fragmentation selon l'origine, la nationalité ou la religion. Présenter ce combat comme une dérive politicienne, comme le font nos détracteurs, revient à oublier une évidence simple : défendre les travailleurs, c'est aussi combattre tout ce qui organise leur division et affaiblit leur capacité à gagner ensemble.

Revenons à cette séquence qui n'a rien d'anecdotique. Dans l'histoire sociale et politique française, des fractions du patronat ont régulièrement vu dans l'extrême droite un recours utile lorsqu'il s'agissait de contenir les aspirations du monde du travail. Les historiens ont documenté, par exemple, le financement de la Cagoule (ligue fasciste terroriste) par de grands intérêts industriels dans les années 1930. Sous Vichy, le pouvoir a dissous les organisations syndicales et, avec la Charte du travail, a interdit la grève dans une logique corporatiste destinée à asservir le monde du travail plutôt qu'à étendre ses droits. On peut changer de décor, de restaurant et de langage, le fond demeure. Quand les luttes sociales gênent, certains préfèrent toujours les forces qui promettent l'ordre social à celles qui portent l'émancipation.

Le plus frappant reste le décalage entre le discours social du RN et la réalité de ses votes. La CGT rappelle que les députés RN ont voté contre l'augmentation du SMIC à 1 500 euros net mensuel, n'ont pas soutenu l'indexation des salaires sur l'inflation et ont voté pour le durcissement des droits à l'assurance chômage... Sur le terrain fiscal, ils se sont opposés au rétablissement de l'ISF et se montrent bien plus attentifs aux intérêts des plus fortunés qu'aux besoins du salariat et des salariés. Au Parlement européen, le RN a aussi voté contre le salaire minimum européen destiné à garantir un niveau de vie décent dans chaque pays.

Dans ces conditions, la question posée à la direction d'ENGIE devient simple. Comment parler de responsabilité sociale, de dialogue avec les représentants du personnel, de transition juste et de cohésion, tout en laissant le groupe être associé à la mise en scène de la normalisation d'un parti qui vote contre les salaires, contre les protections collectives et contre les droits du monde du travail, bref contre l'ensemble des salariés, en France comme en Europe ? Les salariés du groupe méritent mieux qu'une prudence de communication. Ils méritent une ligne claire.

En restant totalement muet sur le 80e anniversaire de la loi de nationalisation de GDF, ENGIE démontre déjà une rupture et un changement d'idéologie.

Les « élites » et le patronat s'engagent-ils de nouveau sur la voie de la collaboration avec l'extrême droite ?!

Nous ne laisserons pas faire ! La Coordination CGT Groupe ENGIE poursuivra ce combat avec une détermination et une clarté sans faille. Elle continuera à dénoncer les politiques patronales qui abîment le travail et les idées d'extrême droite qui cherchent à détourner la colère sociale.

Dîner avec Marine Le Pen n'améliore ni les salaires, ni les conditions de travail, ni les libertés syndicales, ni la démocratie sociale. Cette proximité assumée entre puissances économiques et extrême droite n'est pas anodine : l'histoire a déjà montré où elle mène. Les travailleurs ne sont pas dupes et sauront se mobiliser pour défendre leurs droits, leur dignité et l'avenir collectif.

« Madame la Directrice Générale,

Participer à des échanges secrets avec des responsables politiques d'extrême droite n'est pas un acte neutre : c'est un signal politique fort.

Pour une entreprise comme ENGIE, au cœur d'enjeux de souveraineté et de service public, cela pose une question majeure de cohérence et de responsabilité.

Les salariés ne peuvent accepter d'être associés, même indirectement, à ce type de démarche.

Pouvez-vous garantir que ces échanges n'influencent en rien les orientations stratégiques du groupe ?

Nous attendons une clarification nette et sans ambiguïté. »